

N°25
Janvier 2024

Méthode

La mesure du nombre d'homicides et de tentatives d'homicide enregistrés par la police et la gendarmerie depuis 2016

Auteurs : Laurianne Salembier, avec la collaboration de Florence Roux et de Miti Le Cam

Rédacteurs en chef : Ketty Attal-Toubert / Gwennaël Solard

Version actualisée en Janvier 2024

Publication initiale (Interstats Méthode n°19) en juin 2022

La version initiale de cette publication (juin 2022) a bénéficié des travaux menés dans le cadre d'un groupe de travail interne au SSMSI sur les homicides, auquel ont participé Valérie Carrasco, Olivier Filatriau, Julien Loquet, Tiaray Razafindranovona, Florence Roux et Laurianne Salembier.

Cette nouvelle version étend les travaux précédents relatifs aux homicides sur le champ des tentatives d'homicide (cf. partie 6).

Table des matières

1. Définition d'un homicide.....	4
2. Comptabilisation des homicides dans l' « Etat 4001 »	4
3. Etat des lieux des séries d'homicides publiées au 30 juin 2022.....	5
4. Des données brutes non requalifiées à l'ancienne série annuelle requalifiée et redressée des homicides (publiée jusqu'à la première photographie de l'insécurité et la délinquance en 2021, Interstats Analyse N°41).....	11
5. De l'ancienne à la nouvelle série annuelle redressée des homicides	12
6. Extension des travaux d'expertise à la série des tentatives d'homicide (<i>Ajout de cette partie en janvier 2024</i>).....	17
7. De nouvelles pistes d'expertise sur les homicides et les tentatives d'homicide	20
Source.....	21
Pour en savoir plus	21

En France, la statistique du nombre d'homicides enregistrés par la police et la gendarmerie nationales est publiée régulièrement par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) et comprend les homicides intentionnels et les violences volontaires suivies de mort. Plusieurs séries sont publiées, à différentes étapes de la correction des données – de l'enregistrement brut mensuel des faits par les services de police et de gendarmerie à la série annuelle du nombre de victimes d'homicides, tenant compte des requalifications et redressée des erreurs d'enregistrement.

Depuis 2020, le SSMSI a entrepris un chantier méthodologique de grande ampleur, visant à fiabiliser la mesure du nombre de victimes d'homicides commis en France. En effet, plusieurs anomalies ont été mises en évidence, ayant un impact sur le nombre d'homicides comptabilisés : enregistrement de victimes non décédées, de victimes animales, de procédures fictives, de tentatives d'homicide... Ces travaux ont abouti à la production d'une série rénovée pour la période 2016 à 2021, qui est désormais prolongée depuis 2022. La présente publication fournit en premier lieu un état des lieux des données actuellement publiées, et décrit le processus de construction de la série rénovée, en précisant l'impact des différents traitements effectués.

Ces travaux méthodologiques ont été étendus en 2022 et 2023 aux victimes de tentatives d'homicide afin d'en fiabiliser la comptabilisation. Ces nouveaux travaux font l'objet de la partie 6 de la version actualisée de cette publication.

1. Définition d'un homicide

Un homicide est l'action qui consiste à donner la mort à un autre être humain. L'homicide n'est pas défini en tant que tel dans le code pénal mais seulement par le biais de deux sous-catégories d'infractions : les atteintes volontaires à la vie et les atteintes involontaires à la vie. Dans cette étude, comme dans les autres publications du SSMSI, seuls les homicides volontaires, homicides intentionnels (meurtres et empoisonnements, articles 221-1 à 221-5 du code pénal) et violences volontaires suivies de mort (articles 222-7 et 222-8 du code pénal), sont pris en compte. Cette définition n'inclut pas les tentatives d'homicide. Elle n'a pas vocation non plus à inclure les homicides « routiers » (cf. annonce gouvernementale de juillet 2023), ceux-ci faisant partie des atteintes involontaires à la vie.

En France, les homicides sont des crimes dont les forces de sécurité ont quasi systématiquement connaissance. Pour les comptabiliser, on s'appuie donc sur les procédures relatives à ces infractions, rédigées par les services de la police et de la gendarmerie nationales dans le cadre de leur activité judiciaire. Ces procédures sont ensuite transmises à l'autorité judiciaire qui est susceptible de modifier la qualification de l'infraction retenue par la suite.

A partir de 1972, les forces de sécurité (police et gendarmerie) se sont dotées d'un outil standardisé de mesure de l'activité judiciaire des services basé sur des comptages mensuels, appelé « Etat 4001 ». Ce document administratif porte sur les seuls crimes et délits (à l'exclusion des délits routiers), enregistrés pour la première fois par les forces de sécurité. Les infractions y sont classées en 107 catégories, appelées « index ». Les faits constatés sont comptabilisés avec des unités de compte qui sont propres à chaque index (par exemple, le nombre de victimes, le nombre d'infractions, le nombre d'auteurs, le nombre de véhicules...).

Les homicides intentionnels et les violences volontaires suivies de mort correspondent aux infractions enregistrées par la police et la gendarmerie dans les 5 index suivants, qui ont tous pour unité de compte le nombre de victimes :

- 01. Règlements de comptes entre malfaiteurs
- 02. Homicides pour voler et à l'occasion de vols
- 03. Homicides pour d'autres motifs
- 06. Coups et blessures volontaires suivis de mort
- 51. Homicides commis sur mineurs de moins de 15 ans

Par souci de simplification, le terme « homicide » utilisé dans la suite de cette étude désigne les infractions enregistrées dans l'un de ces 5 index.

2. Comptabilisation des homicides dans l'« Etat 4001 »

Dans l'« Etat 4001 » (séries historiques suivies par le ministère de l'intérieur), la façon de comptabiliser les faits dépend de l'index de l'infraction. Concernant les homicides, les services doivent comptabiliser autant de faits que de victimes : si un double meurtre a été commis, deux victimes doivent être comptées. Le nombre de faits comptabilisés, « nombre de faits constatés », est alors égal à deux. Par ailleurs, les règles de comptabilisation des crimes et des délits prévoient explicitement qu'une même infraction ne doit être comptabilisée qu'une seule fois, par le service qui l'enregistre pour la première fois. Or les procédures d'homicides sont souvent transférées d'un service à un autre (notamment, d'un

service de sécurité publique à un service de police judiciaire chargé de mener des investigations approfondies lors de la poursuite de l'enquête). En théorie, dans le cas d'un transfert de procédure, seul le premier service doit comptabiliser l'infraction. Mais dans la pratique, certains homicides sont comptabilisés à tort plusieurs fois dans les logiciels de rédaction de procédures : par le service primo-intervenant, puis par le nouveau service en charge de l'enquête.

Compter les homicides au moment de leur enregistrement par les forces de sécurité comporte d'autres limites :

- Il n'est pas rare que les faits soient requalifiés avec l'avancement de l'enquête. Il arrive en effet que des faits considérés initialement comme de potentiels homicides dans les heures qui suivent leur constatation soient ultérieurement considérés par exemple comme des accidents, des suicides ou des décès naturels (et vice-versa).
- Plus largement, la qualification d'un fait dépend de l'état d'avancement de l'enquête, qui est plus ou moins rapidement clôturée selon la complexité de l'affaire.
- En cas de requalification d'un fait dans le cadre de la poursuite d'enquête par le service judiciaire, seul l'enregistrement du service judiciaire est mis à jour. L'enregistrement du service primo-intervenant, clôturé, n'est lui pas mis à jour.

Par ailleurs, les enregistrements effectués par les services de police et de gendarmerie ne sont pas mis à jour des requalifications post-transmission à l'autorité judiciaire. Les statistiques sur les homicides font donc l'objet de redressements pour pallier ces limites (quand cela est possible), ainsi que certaines erreurs identifiées.

3. Etat des lieux des séries d'homicides publiées au 30 juin 2022

Plusieurs séries statistiques relatives aux homicides sont actuellement diffusées par le SSMSI, correspondant à des phases différentes des procédures concernées et à des étapes différentes des traitements statistiques. Ces séries vont de l'enregistrement brut mensuel des faits par les services de police et de gendarmerie à la série annuelle d'homicides tenant compte des requalifications et redressée des erreurs d'enregistrement (*cf. figure 1*). Par ailleurs, les champs géographiques ne sont pas identiques pour toutes les séries. Depuis la Première photographie de l'insécurité et de la délinquance en 2021 publiée en janvier 2022 (Interstats Analyse N°41), le champ retenu par le SSMSI dans les bilans annuels est la France (hors COM). Pour la note de conjoncture (sur le champ France métropolitaine jusqu'en 2023), la prise en compte des DROM dans les séries mensuelles aura lieu à partir de 2024 : des travaux méthodologiques étaient à réaliser pour reconstituer des séries corrigées des variations saisonnières et des effets de jours ouvrables sur ce champ, et des opérations d'adaptation du processus mensuel de production étaient nécessaires.

Figure 1 : Récapitulatif des séries d'homicides disponibles au 30 juin 2022

Séries existantes	Référence géographique	Champ géographique	Unité de compte	Données requalifiées ?	Redressements	Période de couverture
Data.gouv.fr* (données mensuelles)	Lieu d'enregistrement	France yc COM ou France hors COM ou France métropolitaine	Nombre de faits constatés	Non	Aucun	Alimentées depuis 1996 (France métropolitaine) ou depuis 2000 (France yc ou hors COM) jusqu'en juillet 2022
Data.gouv.fr* (données annuelles**)	Lieu d'enregistrement	France yc COM ou France hors COM ou France métropolitaine	Nombre de faits constatés	Oui	Aucun	Alimentées depuis 2012 jusqu'en 2021
Note de conjoncture (données mensuelles)	Lieu de commission	France métropolitaine	Nombre de faits constatés	Non	Une partie des doublons d'homicides Victimes d'attentats	Depuis 2011
Bilan statistique jusqu'à 2020 et base des séries chronologiques (données annuelles)	Lieu de commission	France métropolitaine	Nombre de victimes	Oui	Une partie des doublons d'homicides Victimes d'attentats (depuis 2015)	2008-2021
Première photographie de l'insécurité et la délinquance en 2021 et base des séries chronologiques (données annuelles)	Lieu de commission	France hors COM***	Nombre de victimes	Oui	Une partie des doublons d'homicides Victimes d'attentats	2016-2021
Interstats Analyse n° 47 et bilan statistique 2021 (nouvelle série)	Lieu de commission	France hors COM	Nombre de victimes	Oui	Traitement fin des doublons d'homicides Victimes d'attentats Correction des procédures à risque Y compris et hors expertise qualitative exhaustive des homicides (selon l'année)	2016-2021 (hors expertise qualitative exhaustive) A partir de 2020 (y compris expertise qualitative exhaustive)

*Ces séries brutes mises à disposition sur data.gouv.fr, grisées dans le tableau, ne sont plus alimentées depuis août 2022 et sont remplacées par des séries mensuelles/annuelles fiabilisées par le SSMSI et diffusées aux niveaux national, départemental ou au niveau des agglomérations.

** Données par service d'enregistrement. Ces séries ne sont pas destinées à être sommées : la liste des services n'a pas été actualisée récemment, la somme des données par service ne donne donc pas un chiffre national complet.

*** Les faits commis à l'étranger (de 1 à 7 selon l'année d'enregistrement) ont par erreur été conservés dans cette série.

Note : données diffusées par le SSMSI, hors celles sur les homicides intentionnels fournies à Eurostat (<https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/crime/data/database>).

Les séries existantes au 30 juin 2022

* Sur le site www.data.gouv.fr, le SSMSI alimentait les séries historiques (qui préexistaient à la création du SSMSI), issues de l'Etat 4001 brut (sans retraitements). Cette alimentation a été arrêtée en août 2022. Deux jeux de séries sont disponibles :

- La série des données mensuelles brutes, pour la France entière (y compris COM), pour la France métropolitaine, et par département. Le champ géographique est défini selon le lieu d'enregistrement des faits et non le lieu de commission des faits. Les requalifications

intervenues au cours du mois et jusqu'au début du mois suivant sont prises en compte, mais pas celles intervenues au-delà du début du mois suivant. Cette série comptabilise le nombre de faits constatés par les services. Ce nombre devrait en théorie être égal au nombre de victimes enregistrées, mais ce n'est pas toujours le cas compte tenu d'erreurs d'enregistrement.

- La série des données annuelles brutes par service d'enregistrement. Comme pour la série des données mensuelles brutes, le champ géographique est défini selon le lieu d'enregistrement des faits et non le lieu de commission des faits. Les requalifications intervenues au cours de l'année et jusqu'au début de l'année suivante sont prises en compte, mais pas celles intervenues au-delà du début de l'année suivante. Cette série comptabilise le nombre de faits constatés par chaque service. Ce nombre devrait en théorie être égal au nombre de victimes enregistrées, mais ce n'est pas toujours le cas compte tenu d'erreurs d'enregistrement. A noter que la liste des services n'a pas été actualisée récemment (l'alimentation de ces chiffres est effectuée par un processus ancien que le SSMSI ne souhaitait pas maintenir à terme), la somme des données par service ne donne donc pas un chiffre national complet : ces séries par service ne sont pas destinées à être sommées.

Ces deux séries ne sont plus alimentées par le SSMSI depuis août 2022. Elles sont remplacées par des séries mensuelles/annuelles fiabilisées par le SSMSI et diffusées aux niveaux national, départemental ou au niveau des agglomérations.

* Sur son site (www.interieur.gouv.fr/Interstats/Actualites), le SSMSI publie plusieurs séries d'homicides redressées (cf. figure 2) :

- La série mensuelle du nombre d'homicides, publiée dans la note de conjoncture (disponible sur le site www.interieur.gouv.fr/Interstats/Conjoncture). Le champ géographique est la France métropolitaine, en lieu de commission. Les requalifications intervenues au cours du mois et jusqu'au début du mois suivant sont prises en compte, mais pas celles intervenues au-delà du début du mois suivant. Cette série comptabilise le nombre de faits constatés par les services. Ce nombre devrait en théorie être égal au nombre de victimes enregistrées, mais ce n'est pas toujours le cas compte tenu d'erreurs d'enregistrement. Elle est redressée d'une partie des doublons d'homicides (doublons détectés via un processus de détection expérimental – processus strict de détection –, mis en œuvre depuis 2015 dans les données enregistrées par les services de police uniquement¹). Lorsqu'elles sont manquantes dans les données brutes, les éventuelles victimes d'attentats sont ajoutées au nombre mensuel d'homicides.
- La série annuelle du nombre d'homicides, publiée dans le bilan statistique jusqu'au millésime 2020 (disponible sur le site www.interieur.gouv.fr/Interstats/actualites). Le champ géographique est la France métropolitaine, en lieu de commission. Les requalifications intervenues au cours de l'année et jusqu'au début de l'année suivante sont prises en compte, mais pas celles intervenues au-delà du début de l'année suivante. Cette série comptabilise le nombre de victimes enregistrées par les services. Elle est redressée d'une partie des doublons d'homicides (doublons détectés via un processus de détection expérimental – processus strict de détection –, mis en œuvre depuis 2015 dans les données enregistrées par les services de police uniquement). Lorsqu'elles sont

¹ Ce processus de détection non finalisé s'appuie principalement sur les noms et prénoms des victimes d'homicides, disponibles uniquement dans les données brutes enregistrées par la police nationale.

manquantes dans les données brutes, les éventuelles victimes d'attentats sont ajoutées au nombre mensuel d'homicides.

Pour la première photographie de l'insécurité et la délinquance en 2021 (<https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/Actualites/Insecurite-et-delinquance-en-2021-une-premiere-photographie-Interstats-Analyse-N-41>), la série d'homicides couvre désormais les homicides commis en France (y compris les DROM, hors COM). Cependant, les homicides commis à l'étranger (entre 1 et 7 victimes selon l'année de référence) ont par erreur été conservés dans cette série, cette erreur a été corrigée dans la série qui a été publiée dans le bilan de juin 2022.

Nota bene : Par commodité de langage dans cette étude, on parle de **séries « non requalifiées »** pour désigner les séries pour lesquelles les requalifications ne sont prises en compte que jusqu'au début du mois suivant (séries mensuelles ou séries annuelles obtenues par somme des 12 mois des séries mensuelles). Les séries « requalifiées » désignent les séries annuelles pour lesquelles les requalifications sont prises en compte jusqu'au début de l'année suivante.

La nouvelle série des homicides calculée à partir de juillet 2022

Le SSMSI a entrepris depuis 2020 un chantier méthodologique de grande ampleur sur les données disponibles depuis 2016 (année à partir de laquelle les données détaillées issues des logiciels de rédaction des procédures de la police et de la gendarmerie sont disponibles), visant à réaliser une expertise approfondie de la qualité des données sur les homicides et à fiabiliser celles-ci. Ces travaux ont permis de mettre en évidence un certain nombre d'anomalies², ayant un impact sur le nombre d'homicides comptabilisés, notamment :

- il reste des doublons d'homicides, qui ne sont pas détectés par le processus strict de détection ;
- certaines tentatives d'homicide sont associées à un index d'homicide ;
- certains homicides ne sont pas associés à un index d'homicide ;
- la date d'enregistrement de l'homicide est parfois erronée, certaines procédures étant générées à l'avance (numéros réservés, utilisés en cas de déplacement sur le terrain et d'impossibilité d'utiliser le logiciel d'enregistrement des plaintes au moment des premières investigations) ;
- dans certaines procédures comportant plusieurs victimes, des personnes blessées mais non tuées sont comptabilisées comme victimes de l'homicide commis ;
- certaines années, des personnes morales sont victimes d'homicide ;
- certaines victimes d'homicides sont animales et non humaines ;
- certaines procédures sont fictives (formation de nouveaux policiers, test de maintenances du logiciel d'enregistrement des procédures...) ;
- le nombre de faits comptabilisés par les services de la gendarmerie (« nombre de faits constatés ») ne coïncide pas toujours avec le nombre réel de victimes ;
- les victimes d'attentats sont parfois manquantes.

Le SSMSI a fait part de ce constat aux services de la police et de la gendarmerie et des travaux sont en cours pour améliorer la qualité des données dès la collecte. Au SSMSI, une nouvelle chaîne de

² Les logiciels de rédaction des procédures de la DGP et de la DGGN sont distincts. Dès lors, les anomalies identifiées ici peuvent être relevées, soit dans un des deux périmètres seulement, soit indifféremment dans l'un ou l'autre.

traitements a été développée pour corriger ces anomalies et fiabiliser les données. Il en résulte une série rénovée du nombre d'homicides, qui a été publiée pour la première fois sur la période 2016-2021, dans le bilan statistique annuel 2021 paru le 30 juin 2022. Le champ géographique de cette série est la France (y compris les DROM, hors COM)³, en lieu de commission.

La nouvelle chaîne de traitements, mise en place à partir de 2021, intègre les améliorations suivantes :

- détection plus fine des doublons d'homicides, dans les données enregistrées par les services de police et par les services de gendarmerie – processus de détection élargi, s'appuyant sur d'autres critères que les noms et prénoms des victimes (lieu et date de commission des faits, date de naissance, sexe, résumé des procédures et informations sur les procédures d'origine...) – ;
- expertise et correction systématique de procédures comportant un risque élevé d'erreurs, selon des critères décrits ci-après ;
- expertise qualitative et correction mensuelle de l'ensemble des homicides enregistrés par les forces de sécurité.

Afin de constituer une série homogène, cette nouvelle chaîne de redressements a été mise en œuvre sur toute la période 2016-2021. Toutefois, l'expertise qualitative exhaustive (troisième point ci-dessus) n'a pu être menée qu'à partir des données de 2020.

L'application de cette chaîne a nécessité de refaire une extraction des homicides sur la période 2016-2021 dans les données issues des logiciels de rédaction de procédures, car les données extraites précédemment pour la série actuelle n'étaient pas suffisantes pour la mise en œuvre de ces traitements. Cette extraction a eu lieu en avril 2022. Or les requalifications prises en compte dans la série actuelle pour une année N sont celles intervenues au cours de l'année N et jusqu'au début de l'année suivante (N+1). En faisant une réextraction complète sur toute la période, on récupère les données dans l'état où elles sont au moment de l'extraction, donc intégrant les requalifications intervenues jusqu'au moment de l'extraction. Ainsi, les homicides de l'année 2016 sont ceux comptabilisés comme tels à la date de cette extraction (avril 2022), et non ceux comptabilisés comme tels début 2017. Le niveau de requalification n'est donc pas homogène pour les différentes années : les années anciennes ont eu davantage le temps d'être requalifiées que les années récentes. Or l'effet des requalifications n'est pas négligeable pour les homicides ; en général l'impact est plutôt à la baisse. Pour ne pas biaiser les résultats de la série annuelle ainsi reconstituée, il faut donc neutraliser cet effet « requalifications différenciées » (pour 2021, extraction en avril 2022 au lieu de janvier 2022 ; pour 2020, extraction en avril 2022 au lieu de janvier 2021...). Cette neutralisation, qui consiste à reproduire rétrospectivement l'état des données tel qu'il aurait été si elles avaient été extraites en début d'année N+1, a pu être réalisée sur les données des bases statistiques 2020 et 2021 (bases Victimes, des Mis en cause et Infractions), ce qui permet de décliner ces résultats neutralisés des « requalifications différenciées » par âge, sexe, géographie... Pour les années antérieures (2016 à 2019), il n'a pas été possible de réaliser cette neutralisation dans les bases statistiques, mais un coefficient correcteur a été appliqué pour neutraliser l'effet « requalifications différenciées » sur la seule série agrégée.

On aboutit finalement à une nouvelle série annuelle d'homicides sur la période 2016-2021, prenant en compte les requalifications intervenues au cours de l'année jusqu'au début de l'année suivante, et redressée des doublons d'homicides (processus de détection élargi⁴) ainsi que des autres erreurs

³ Champ géographique désormais retenu par le SSMSI dans la plupart de ses publications.

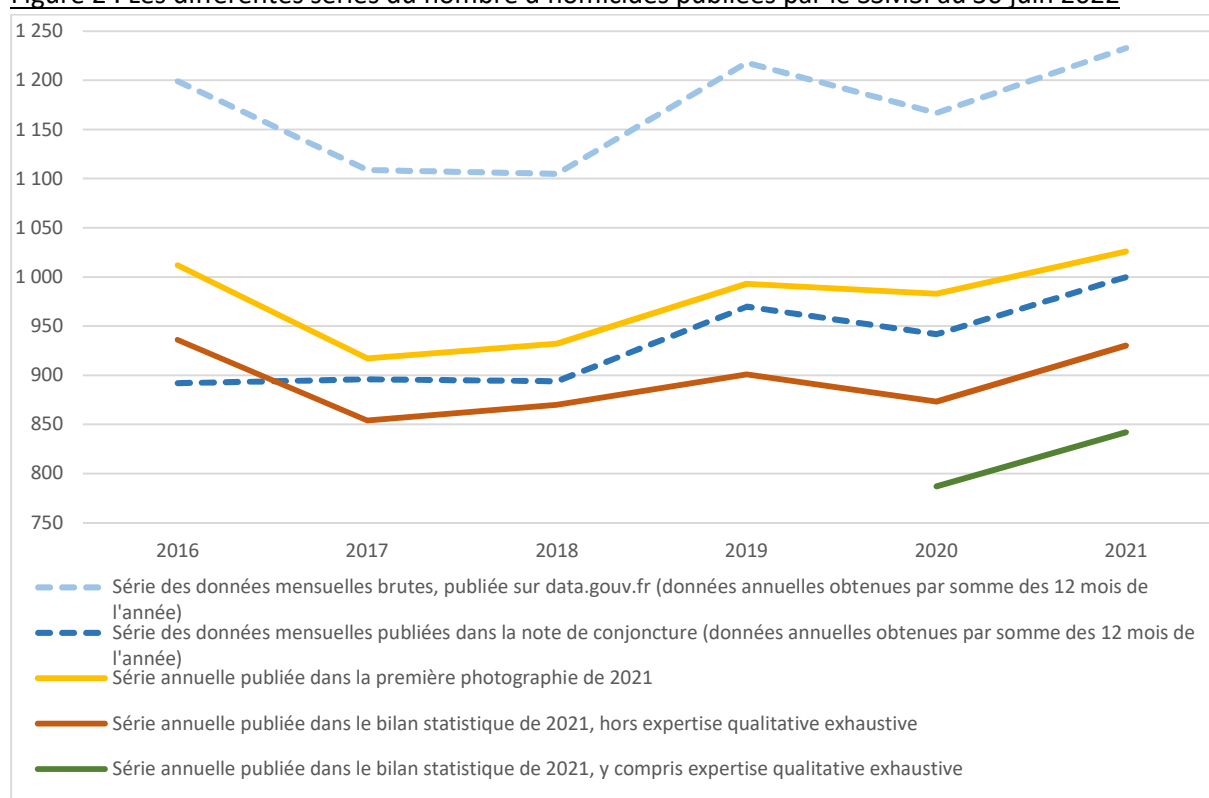
⁴ Le processus de détection élargi des doublons d'homicides est de meilleure qualité pour les données enregistrées par la police nationale, car le SSMSI dispose dans leurs données brutes des noms et prénoms des victimes.

d'enregistrements. Cette série, dont la construction est détaillée ci-après, a été publiée dans l'Interstats Analyse n° 47 paru le 28 juin 2022 et dans le bilan statistique 2021 paru le 30 juin 2022.

Ce nouveau processus de redressement des données sur les homicides est désormais mis en œuvre en continu afin de pouvoir produire chaque année des données fiabilisées dès le début de l'année N+1. Par ailleurs, à partir de 2023 la série mensuelle de la note de conjoncture a été reconstituée à partir de données fiabilisées depuis 2016 et le processus mensuel de production a été adapté pour prendre en compte au cours de l'année les corrections d'anomalies compatibles avec le calendrier très contraint de cette publication.

Les deux jeux de données brutes non fiabilisées publiées sur le site www.data.gouv.fr (données mensuelles départementales et données annuelles par service d'enregistrement) ne sont quant à eux plus alimentés pour les index d'homicides, compte tenu des interprétations erronées qu'ils engendrent.

Figure 2 : Les différentes séries du nombre d'homicides publiées par le SSMSI au 30 juin 2022



Champs : données de data.gouv.fr : France entière (y compris DROM et COM), en lieu d'enregistrement ; données de la note de conjoncture : France métropolitaine, en lieu de commission ; données de la première photographie et du bilan statistique 2021 : France (y compris DROM, hors COM), en lieu de commission.

Sources : Ministère de l'Intérieur – données publiées sur data.gouv.fr ; SSMSI – données publiées dans la note de conjoncture et dans les bilans statistiques provisoire et définitif de 2021.

4. Des données brutes non requalifiées à l'ancienne série annuelle requalifiée et redressée des homicides (publiée jusqu'à la première photographie de l'insécurité et la délinquance en 2021, Interstats Analyse N°41)

Pour établir les statistiques de l'Etat 4001, on comptabilise le nombre de faits constatés par les services. Sur le champ des homicides commis en France (y compris DROM, hors COM), 1 197 faits constatés d'homicides ont été comptabilisés en 2021 (données brutes non requalifiées), soit + 5 % par rapport à 2020. Ce nombre devrait en théorie être égal au nombre de victimes enregistrées, mais ce n'est pas toujours le cas compte tenu d'erreurs d'enregistrement. L'écart entre le nombre de faits constatés et le nombre de victimes d'homicides enregistrées est compris entre - 10 et + 15 selon l'année. Avant tout redressement et hors requalifications, le nombre de victimes enregistrées est ainsi de 1 207 en 2021 (+7 % par rapport à 2020, cf. figures 3 et 4).

L'effet requalifications au cours de l'année civile est compris entre - 45 et - 80 selon l'année. En prenant en compte ces requalifications, le nombre de victimes d'homicides est de 1 158 en 2021 (+ 6% par rapport à 2020).

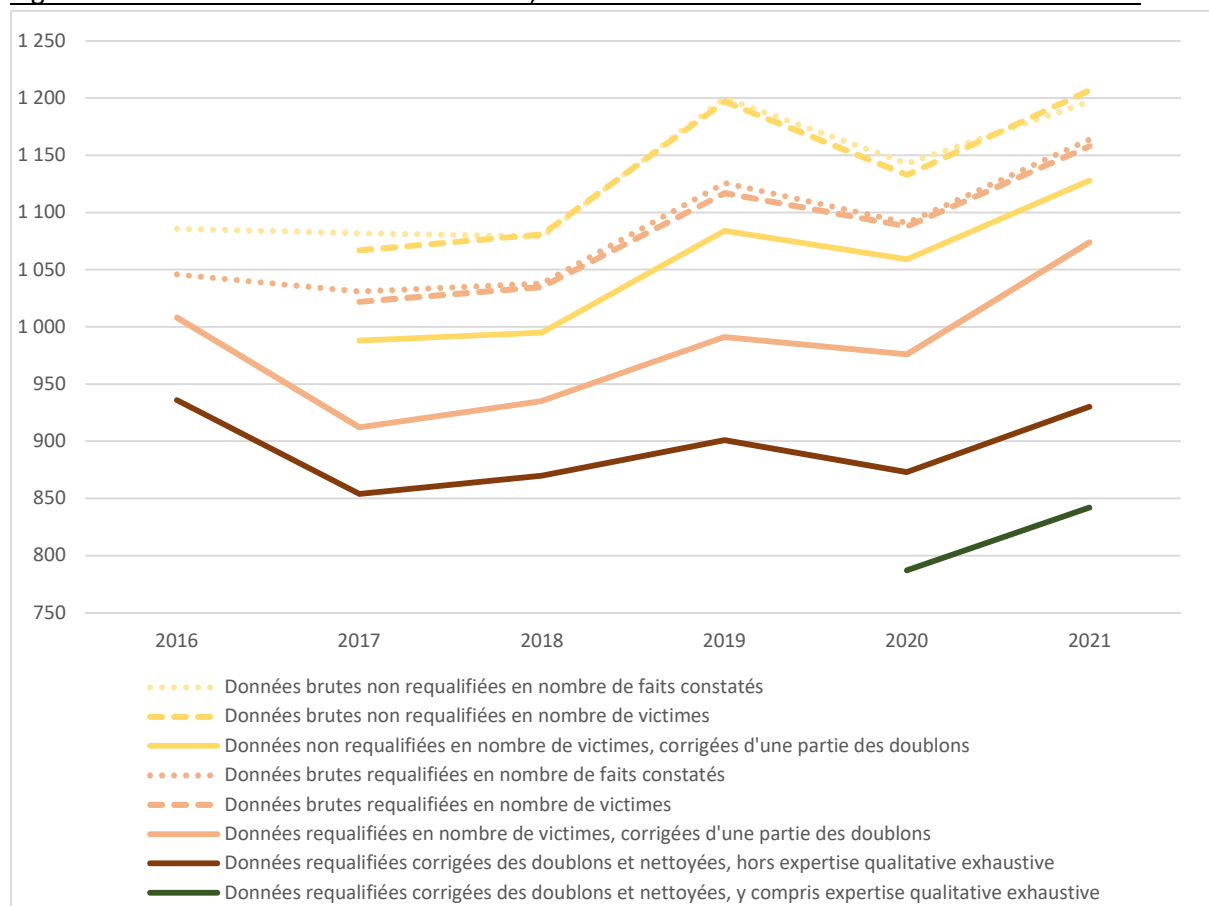
Figure 3 : Impact des différentes corrections sur le nombre d'homicides commis en France en 2020 et en 2021 (y compris DROM, hors COM)

	2020	2021	Evolution 2020-2021, en fonction de l'étape de redressements (en %)
Données non requalifiées - nombre de faits constatés	1 142	1 197	5
Données non requalifiées - nombre de victimes	1 133	1 207	7
Effet requalifications en cours d'année civile	-45	-49	6
Effet correction partielle des doublons	-112	-84	10
Effet amélioration de la détection des doublons	-31	-46	9
Effet correction des dates	9	3	8
Effet correction des procédures comportant un risque d'erreur élevé	-81	-101	7
Effet correction des homicides suite à l'expertise qualitative exhaustive	-86	-99	6
Effet suivi de la presse	0	11	7
Données requalifiées corrigées des doublons et nettoyée, y compris expertise qualitative exhaustive	787	842	7

Champ : Faits commis en France.

Sources : SSMSI - extractions mensuelles brutes de février 2020 à janvier 2022 ; SSMSI – bases statistiques des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie en 2020 et en 2021.

Figure 4 : Evolution du nombre d'homicides, selon les redressements effectués sur les données



Note : L'effet « requalifications différenciées » est neutralisé dans les séries issues des données requalifiées corrigées des doublons et nettoyées (hors expertise qualitative exhaustive et y compris expertise qualitative exhaustive), dans les données micro pour 2020 et 2021, à un niveau macro pour les années antérieures. Certaines données brutes en nombre de victimes n'ont pas pu être reconstituées pour 2016. Les données annuelles non requalifiées sont obtenues par somme des 12 mois de l'année.

Champ : Faits commis en France.

Sources : SSMSI – extractions mensuelles brutes de février 2017 à janvier 2022 ; SSMSI – bases statistiques des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2021.

Si on corrige ces données requalifiées des doublons d'homicides détectés par le processus non finalisé (appliqué jusqu'au bilan provisoire 2021 – série « données requalifiées corrigées d'une partie des doublons »), on obtient 1 074⁵ victimes d'homicides en 2021 (+ 10 % par rapport à 2020).

5. De l'ancienne à la nouvelle série annuelle redressée des homicides

Sur le champ des homicides commis en France (y compris DROM, hors COM), l'amélioration du processus de détection des doublons permet d'en repérer et supprimer 46 supplémentaires en 2021 (31 en 2020). La correction des erreurs de dates permet d'ajouter 3 victimes d'homicides en 2021 (9 en 2020 – cf. figure 3).

⁵ Le nombre de victimes d'homicides pour l'année 2021 publié dans l'Interstats Analyse N°41 est de 1 026 et non de 1 074, voir plus loin l'explication.

On met également en place une expertise systématique de procédures comportant un risque élevé d'erreurs, parce que répondant aux critères suivants :

- Victimes d'homicides qui se sont produits le même jour et dans la même commune qu'un attentat. Il s'agit en réalité de victimes psychologiques des attentats, qui portent plainte parfois plusieurs années après les faits.
- Homicides sur personnes dépositaires de l'autorité publique. Il s'agit souvent de policiers ou de gendarmes étant intervenus sur un événement, blessés ou menacés mais non décédés.
- Dans les données enregistrées par la police, victimes d'homicides dont le préjudice corporel est renseigné et différent de « mort » : il prend alors pour valeur « blessé », « interruption temporaire de travail », « maladie », « infirmité »... Il s'agit souvent de personnes ayant été victime d'une tentative d'homicide et non d'un homicide commis.
- Procédures comportant plusieurs victimes. Elles mélangent souvent sous l'index d'homicide des personnes décédées et des personnes blessées.
- Dans les données enregistrées par la gendarmerie, les victimes d'homicides (selon l'index de l'infraction) dont le degré de réalisation est renseigné à « tenté » et non à « commis ». Il s'agit quasiment systématiquement de tentatives d'homicide et non d'homicides commis.
- Dans les données enregistrées par la gendarmerie, les faits pour lesquels le nombre de victimes enregistrées ne correspond pas au nombre de faits constatés. Sauf exception, c'est le nombre de faits constatés qui est erroné.
- Homicides commis sur une personne morale. Il s'agit, sauf exception, d'une victime collatérale d'un homicide commis sur une autre personne (par exemple, homicide commis dans un immeuble de logements sociaux, le bailleur social est également enregistré par erreur comme victime d'homicide).

Ces critères permettent de détecter 81 fausses victimes d'homicides en 2020, 101 en 2021 (*cf. figure 5*). En 2021, il s'agit principalement de victimes de tentatives d'homicide enregistrées par la gendarmerie dans un index d'homicide commis. Le nombre de ces victimes d'infractions mal indexées a très fortement augmenté entre 2020 et 2021 (+ 83 %), raison pour laquelle dès la diffusion de la première photographie de l'insécurité et la délinquance en 2021 (*cf. Interstats Analyse n°41*), une correction partielle a été appliquée en s'appuyant sur l'expertise qui avait pu être menée dans le délai de la publication : 1 026 victimes ont été comptabilisées en 2021, contre 1 074 avant cette correction partielle. L'analyse s'est ensuite poursuivie et la correction complète est prise en compte dans la série qui sera publiée dans le bilan statistique 2021 à paraître le 30 juin 2022.

A l'issue de cette étape, le nombre de victimes d'homicide est de 930 en 2021 (+ 7 % par rapport à 2020).

Figure 5 : Résultats de l'expertise des procédures comportant un risque élevé d'erreurs (nombre de lignes supprimées et répartition par critère de risque)

Critère de risque	2020	2021
Même jour, même lieu qu'un attentat	4 %	4 %
Victime personne dépositaire de l'autorité publique	12 %	4 %
Préjudice corporel renseigné et différent de « MORT »	5 %	0 %
Procédure comportant plusieurs victimes d'homicides	20 %	7 %
Degré de réalisation renseigné à « Tenté »	58 %	85 %
Autres	1 %	0 %
Nombre de lignes supprimées	81	101

Note : L'effet « requalifications différenciées » est neutralisé dans les séries issues des bases requalifiées corrigées des doublons et nettoyée (hors expertise qualitative exhaustive et y compris expertise qualitative exhaustive), dans les données micro pour 2020 et 2021, à un niveau macro pour les années antérieures.

Champ : Faits commis en France.

Sources : SSMSI – extractions mensuelles brutes de février 2017 à janvier 2022 ; SSMSI – bases statistiques des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2021.

Chaque mois, mise en place d'une expertise qualitative systématique de tous les homicides enregistrés

Au-delà des erreurs détectées suite à l'expertise des procédures comportant un risque élevé d'erreurs, subsistent des faux homicides parmi les victimes d'infractions enregistrées sous un index d'homicide : victimes blessées et non décédées, procédures fictives... Le seul moyen de les repérer est de vérifier un à un chaque homicide enregistré. A partir de 2021 (et rétrospectivement sur l'année 2020), cette expertise qualitative fine est menée tous les mois. En parallèle, le SSMSI met en place un suivi des faits relatés par la presse, afin de repérer et de réintégrer les victimes d'homicides potentiellement absentes des données enregistrées par les services. Outre le biais de subjectivité inhérent à ce type d'analyse, les résultats de cette expertise qualitative sont dépendants de l'état d'avancement de l'enquête et de la qualité des informations saisies dans les logiciels d'enregistrement des forces de sécurité.

Afin de limiter le biais de subjectivité, plusieurs critères objectifs d'évaluation sont définis :

- La victime est-elle bien décédée ?
- Le corps a-t-il été découvert ? Si non, y a-t-il des aveux circonstanciés d'un mis en cause ou des témoins directs crédibles de l'homicide ?
- Si oui, des investigations sont-elles toujours en cours ?
- Les résultats de l'autopsie valident-ils la qualification d'homicide ?
- Les conclusions de l'enquête et la décision du magistrat invalident-elles la qualification d'homicide (infraction non constituée, classement sans suite, mort naturelle, suicide, erreur médicale, accident...) ?

L'analyse des homicides enregistrés, réalisée par les personnels métiers du SSMSI, s'appuie sur différents éléments comme le résumé de la procédure, les autres informations saisies dans les logiciels de rédaction de procédures de la police et de la gendarmerie nationales, le suivi des faits relatés par la presse, les avis de décès publiés... Si aucun de ces éléments ne permet d'établir un diagnostic, le service ayant enregistré la procédure est contacté afin de vérifier si le cas répond aux critères d'évaluation définis ci-dessus.

Enfin, certains des faits relatés par la presse sont absents à tort des homicides du mois car non enregistrés ou non comptabilisés comme des homicides. Dans la majorité des cas, l'indexation ou le nombre de faits constatés pour l'infraction sont erronés mais la qualification (nature de l'infraction)

est correcte. On réintègre les victimes correspondantes dans les données sur les homicides, en corrigeant l'index de l'infraction.

En 2021, 99 faux homicides sont supprimés suite à l'expertise qualitative mensuelle, et 11 homicides oubliés sont repérés grâce au suivi de la presse et réintégrés aux données sur les homicides (cf. figure 3).

A l'issue de cette expertise qualitative mensuelle, le nombre de victimes d'homicides est de 842 en 2021 et de 787 en 2020, soit une augmentation de 7 % en un an (cf. figure 6).

Au total, le nombre d'homicides commis en France entre 2016 et 2021 est révisé à la baisse de 673 (cumul sur six ans) par rapport au nombre publié le 27 janvier 2022 (première photographie de la délinquance enregistrée en 2021, Interstats Analyse n° 41).

Figure 6 : Nombre de victimes d'homicides et taux d'évolution annuelle

	Avant l'expertise qualitative exhaustive		Après l'expertise qualitative exhaustive	
	Nombre de victimes d'homicides (cumul annuel)	Variation N / N – 1 (en %)	Nombre de victimes d'homicides (cumul annuel)	Variation N / N – 1 (en %)
2016	939		Non réalisé	
2017	853	- 9	Non réalisé	
2018	870	+ 2	Non réalisé	
2019	901	+ 4	Non réalisé	
2020	873	- 3	787	
2021	930	+ 7	842	+ 7

Note : L'effet « requalifications différenciées » est neutralisé dans les séries issues des bases requalifiées corrigées des doublons et nettoyée (hors expertise qualitative exhaustive et y compris expertise qualitative exhaustive), dans les données micro pour 2020 et 2021, à un niveau macro pour les années antérieures.

Champ : Faits commis en France.

Sources : SSMSI – extractions mensuelles brutes de février 2017 à janvier 2022 ; SSMSI – bases statistiques des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2021.

L'effet de l'expertise qualitative mensuelle est neutre sur l'évolution annuelle du nombre d'homicides entre 2020 et 2021, il est cependant plus ou moins marqué selon le mois d'enregistrement (cf. figures 7, 8 et 9). En particulier, le nombre d'erreurs corrigées semble plus élevé parmi les homicides enregistrés en septembre (période correspondant à l'arrivée et la formation de nouveaux personnels) et en fin d'année (novembre et décembre).

Figure 7 : Impact de l'expertise qualitative mensuelle sur le nombre d'homicides chaque mois

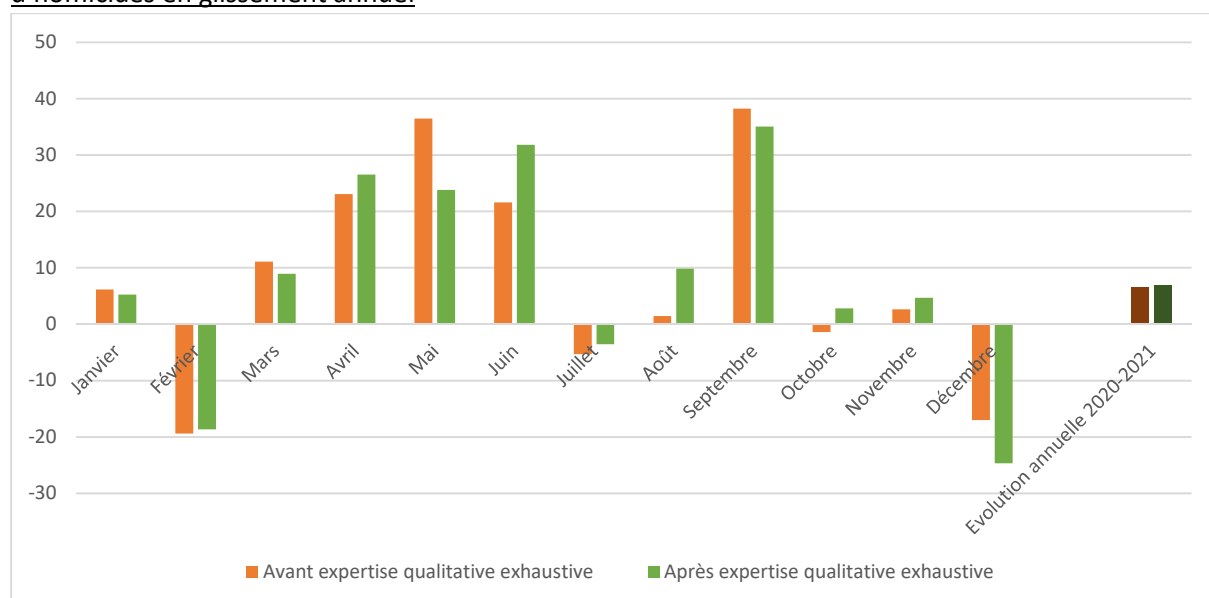


Note : L'effet « requalifications différenciées » est neutralisé dans les séries issues des bases requalifiées corrigées des doublons et nettoyée (hors expertise qualitative exhaustive et y compris expertise qualitative exhaustive), dans les données micro pour 2020 et 2021, à un niveau macro pour les années antérieures.

Champ : Faits commis en France.

Sources : SSMSI – extractions mensuelles brutes de février 2017 à janvier 2022 ; SSMSI – bases statistiques des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2021.

Figure 8 : Impact de l'expertise qualitative mensuelle sur l'évolution 2020-2021 du nombre d'homicides en glissement annuel

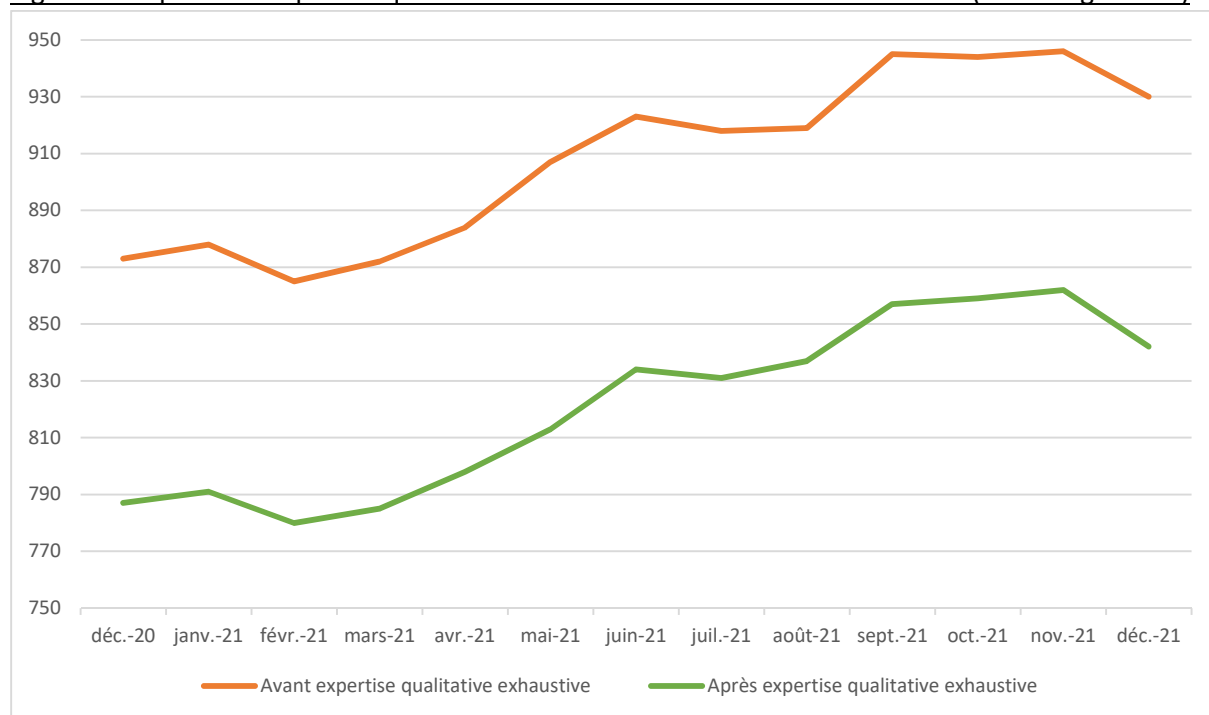


Note : L'effet « requalifications différenciées » est neutralisé dans les séries issues des bases requalifiées corrigées des doublons et nettoyée (hors expertise qualitative exhaustive et y compris expertise qualitative exhaustive), dans les données micro pour 2020 et 2021, à un niveau macro pour les années antérieures.

Champ : Faits commis en France.

Sources : SSMSI – extractions mensuelles brutes de février 2017 à janvier 2022 ; SSMSI – bases statistiques des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2021.

Figure 9 : Impact de l'expertise qualitative mensuelle sur le nombre d'homicides (12 mois glissants)



Lecture : Une fois les données requalifiées corrigées des doublons et nettoyées, 907 victimes d'homicides ont été enregistrées en France entre juin 2020 et mai 2021 (12 mois glissants). Après expertise qualitative exhaustive, on comptabilise 813 victimes d'homicides au cours de ces douze mois.

Note : L'effet « requalifications différenciées » est neutralisé dans les séries issues des bases requalifiées corrigées des doublons et nettoyée (hors expertise qualitative exhaustive et y compris expertise qualitative exhaustive), dans les données micro pour 2020 et 2021, à un niveau macro pour les années antérieures.

Champ : Faits commis en France.

Sources : SSMSI – extractions mensuelles brutes de février 2017 à janvier 2022 ; SSMSI – bases statistiques des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2021.

6. Extension des travaux d'expertise à la série des tentatives d'homicide *(Ajout de cette partie en janvier 2024)*

Les tentatives d'homicide correspondent aux infractions enregistrées par la police et la gendarmerie dans les deux index suivants :

- 04. Tentatives d'homicide pour voler et à l'occasion de vols
- 05. Tentatives d'homicide pour d'autres motifs

Ces deux index ont pour unité de compte le nombre de victimes. Il peut exister une certaine porosité entre ces deux index de tentatives d'homicide, et ceux correspondant aux coups et blessures volontaires :

- 07. Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels
- 52. Violences, mauvais traitements et abandons d'enfant

Une expertise qualitative approfondie a été réalisée sur toutes les tentatives d'homicide enregistrées en avril et mai 2018 et en avril et mai 2022, soit un peu plus de 1 000 infractions. L'objectif était double : analyse de la qualification des faits de tentatives d'homicide et comparaison des qualifications

entre 2018 et 2022. Il ressort de cette expertise que dans la grande majorité des tentatives d'homicide étudiées, l'infraction semble bien caractérisée. Par ailleurs, on n'observe pas de différence notable au niveau des qualifications entre les échantillons de 2018 et de 2022. Ces observations justifient le fait qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place une expertise manuelle des qualifications des tentatives d'homicide, qui ne serait par ailleurs pas supportable au vu du coût qu'elle représenterait.

Comme pour les homicides commis, le service primo-intervenant doit comptabiliser autant de faits que de victimes. Or de même que pour les homicides commis, les tentatives d'homicide sont parfois comptabilisées à tort plusieurs fois dans les logiciels de rédaction des procédures du fait des transferts de procédure (le plus souvent entre un service de sécurité publique et un service de police judiciaire). Du fait de la présence de ces doublons, la série sur les tentatives d'homicide n'était pas jusqu'ici présente dans les bilans annuels sur la délinquance et la sécurité intérieure publiés par le SSMSI, ni dans sa note de conjoncture ou ses publications thématiques.

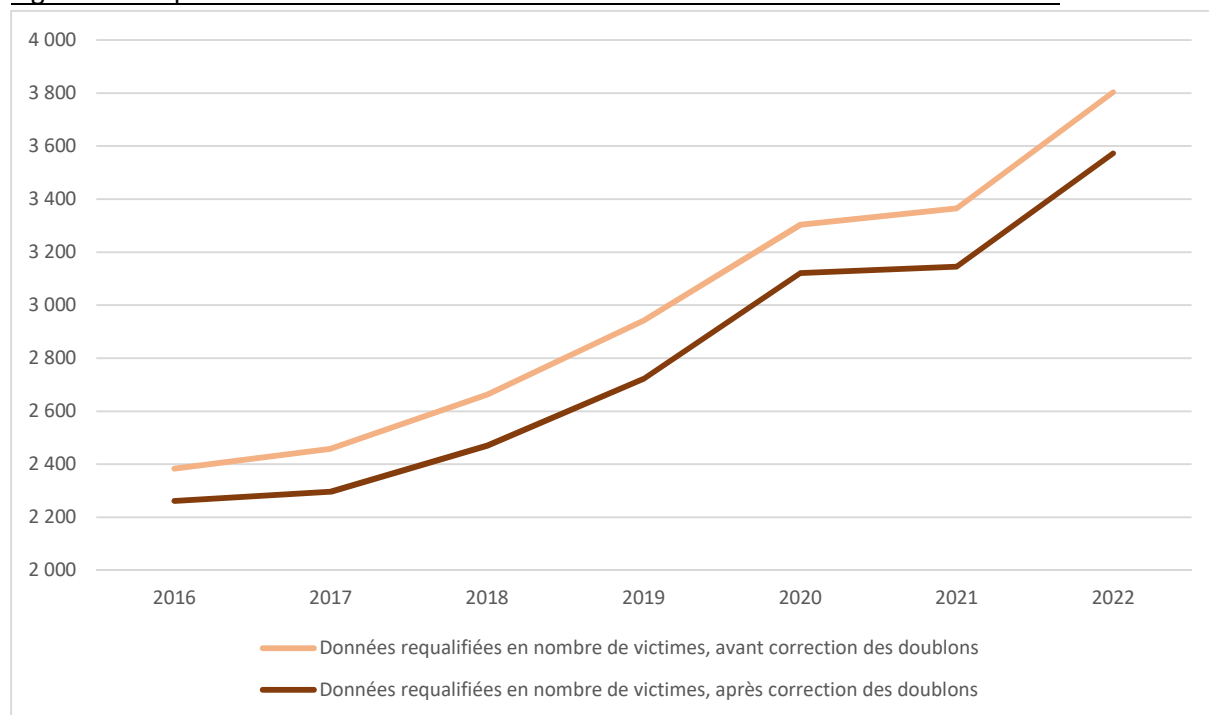
La méthode de détection des doublons d'homicides a été adaptée au champ des tentatives d'homicide pour prendre en compte le fait que contrairement aux homicides, un individu peut être victime de plusieurs tentatives d'homicide au cours de sa vie. Les critères de détection, basés sur la date de naissance, le sexe, le prénom, le nom des victimes ainsi que sur la date et le lieu des faits, sont de ce fait plus stricts pour les tentatives d'homicide, leur nombre élevé ne permettant pas un contrôle mensuel et manuel des cas détectés avec un risque d'erreur élevé.

Afin de constituer une série homogène, ce redressement des doublons de tentatives d'homicide a été mis en œuvre sur toute la période 2016-2022. Il est désormais mis en œuvre en continu afin de pouvoir produire chaque année des données plus fiables dès le début de l'année N+1.

Au total, le nombre de tentatives d'homicide commises en France entre 2016 et 2022 est révisé à la baisse de 6 % à la suite du traitement de correction des doublons (cf. figures 10 et 11). En 2022, 3 572⁶ personnes ont été victimes d'une tentative d'homicide en France (+ 14 % par rapport à 2021).

⁶ Il s'agit du nombre de victimes de tentatives d'homicide enregistrées en 2022 selon le calendrier t0, et non selon le calendrier civil (pour la définition du calendrier t0, cf. Interstats Méthode n° 24, La conjoncture de la délinquance, SSMSI, Décembre 2023). La différence est marginale (3 584 victimes en 2022 selon le calendrier civil).

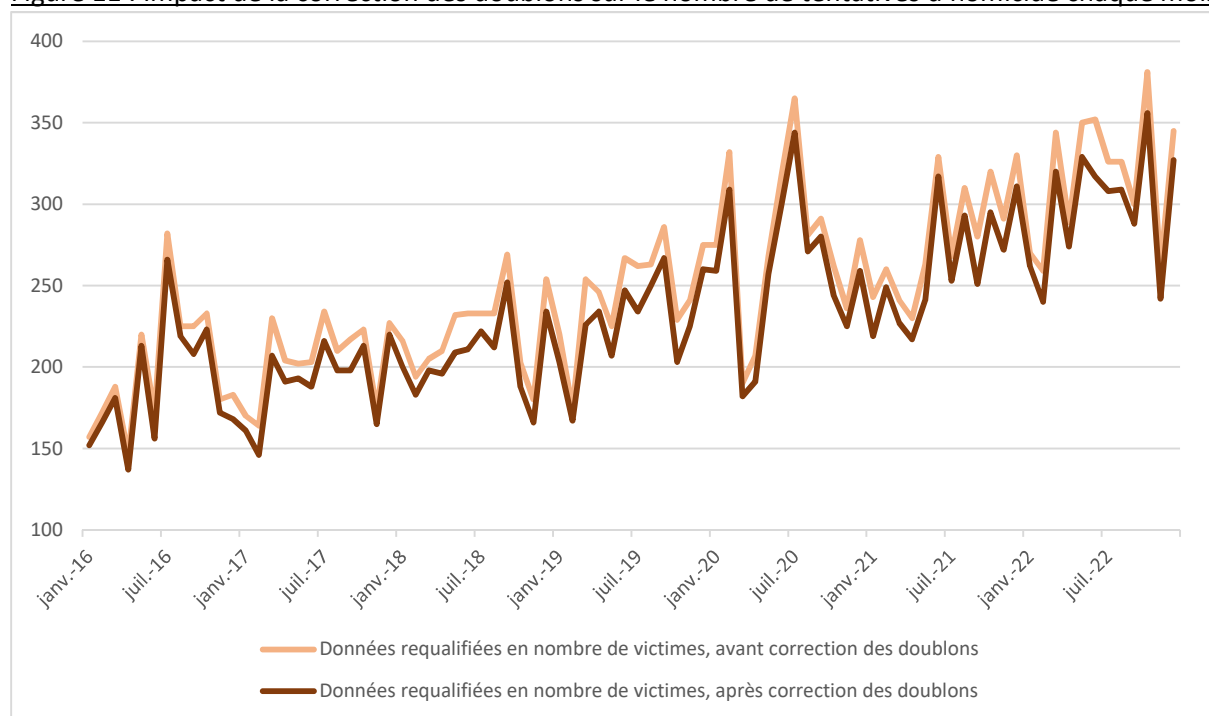
Figure 10 : Impact de la correction des doublons sur le nombre de tentatives d'homicide



Champ : Faits commis en France.

Sources : SSMSI – bases statistiques des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2022.

Figure 11 : Impact de la correction des doublons sur le nombre de tentatives d'homicide chaque mois



Champ : Faits commis en France.

Sources : SSMSI – bases statistiques des victimes enregistrées par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2022.

7. De nouvelles pistes d'expertise sur les homicides et les tentatives d'homicide

Ce nouveau processus de redressement des données sur les homicides est désormais mis en œuvre en continu afin de pouvoir produire chaque année des données fiabilisées dès le début de l'année N+1. Par ailleurs, à compter de 2023, la série mensuelle de la note de conjoncture a été reconstituée à partir de données fiabilisées depuis 2016 et le processus mensuel de production a été adapté pour prendre en compte au cours de l'année les corrections d'anomalies compatibles avec le calendrier très contraint de cette publication. À partir de 2024, elle couvrira également les DROM.

Parallèlement, les échanges vont se poursuivre entre le SSMSI et les services de police et de gendarmerie, notamment dans le cadre de comités techniques dédiés, afin de renforcer la démarche déjà entamée d'amélioration de la qualité des données collectées (consignes, formations...). Le SSMSI pourra également continuer à améliorer son processus de détection des doublons s'il dispose d'informations plus complètes par la suite (données d'identification des victimes enregistrées par la gendarmerie nationale, information systématique sur la procédure d'origine en cas de transfert de procédure...).

Enfin, rappelons ici que les traitements de fiabilisation décrits dans ce document sont réalisés compte tenu de l'information disponible dans les données collectées par les services de police et de gendarmerie. Il sera intéressant à terme de rapprocher les données ainsi obtenues avec celles issues des données du ministère de la Justice, pour savoir si les homicides finalement retenus à l'issue de ces redressements sont également considérés comme des homicides par l'autorité judiciaire (et à quelle étape de la procédure ils ont été qualifiés comme tels), et si inversement cette expertise n'a pas écarté à tort des homicides considérés comme tels par la justice. Cette comparaison devra s'appuyer sur un appariement entre les bases de données des deux ministères, qui pourrait être facilité ultérieurement par la mise en place de la procédure pénale numérique. Ces travaux de comparaison s'inscrivent dans un projet plus large d'appariement entre les bases de données des deux ministères, visant à suivre les affaires tout au long de la procédure pénale et étudier le devenir des plaintes enregistrées par la police et la gendarmerie nationales (pour tous les champs infractionnels, et non uniquement pour les homicides).

Source

Dans le cadre de leur activité judiciaire, les services de la police et de la gendarmerie nationales rédigent des procédures relatives à des infractions avant de les transmettre à l'autorité judiciaire qui est susceptible de modifier la qualification de l'infraction retenue par la suite. Depuis 2016, le SSMSI constitue des bases statistiques relatives aux infractions enregistrées, aux victimes associées et aux mis en cause correspondants, à partir des procédures enregistrées par les services de la police et de la gendarmerie nationales. La base Victimes décrit l'ensemble des victimes de crimes ou délits (appartenant au champ de l'Etat 4001, c'est-à-dire hors délits routiers et contraventions) commis en France et enregistrées par les services de la police et de la gendarmerie nationales. Si une même victime a subi plusieurs infractions, elle apparaîtra autant de fois dans la base Victimes. La base Victimes intègre des informations sur l'adresse de résidence, le sexe, l'âge et la nationalité des victimes personnes physiques. Elle couvre également les victimes personnes morales. Elle donne des éléments sur les infractions subies (nature de l'infraction, caractère intrafamilial ou non de l'infraction...).

Pour en savoir plus

L'enregistrement des crimes et des délits non routiers par les forces de sécurité, Interstats Méthode n° 2, SSMSI, Octobre 2015.

Evolutions méthodologiques dans les indicateurs statistiques de délinquance enregistrée en janvier 2017, Interstats Méthode n°9, SSMSI, Janvier 2017.

Insécurité et délinquance en 2021 : une première photographie, Interstats Analyse n°41, SSMSI, Janvier 2022.

Analyse conjoncturelle des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie à la fin du mois de décembre 2021, Interstats Conjoncture n° 76, SSMSI, Janvier 2022.

Les homicides en France de 2016 à 2021, Interstats Analyse n° 47, SSMSI, Juin 2022.

Les victimes d'homicides ou de tentatives d'homicide de 2016 à 2022, Interstats Info rapide n°31, SSMSI, janvier 2024.